

Les «révolutionnaires» de Dorigny

Mardi 2 mai, Nouria Hernandez et Martin Vetterli ont accordé un entretien à 24 Heures. Ceux-ci y badinaient sur leur caractère de «révolutionnaires», titre apparemment acquis en se rendant sur le campus en vélo... Plus sérieusement, le contenu de l'entretien montrait que nos deux dirigeants semblent surtout donner au terme de révolution le sens qu'il avait au XVIIIe siècle, à savoir celui d'un immense retour en arrière.

Les conquêtes de décennies de très timide démocratisation des universités – alors que la Suisse est notoirement à la traîne sur le plan de l'accès aux Hautes Ecoles par rapport aux autres pays de l'OCDE – sont mises aux oubliettes, de même que l'établissement lent de ces institutions comme un service public autonome des pouvoirs politiques ou économiques. Sous couvert de «modernité», les deux dirigeant-e-s font en réalité preuve d'un invraisemblable archaïsme. C'est le retour aux universités privées d'antan, financées par de riches mécènes qui ont désormais l'apparence de raisons sociales et d'entreprises ayant pignon sur rue. Penser que des chaires UBS, Rolex, Google ou Novartis constituent l'avenir démontre un manque singulier d'imagination...

Dans cette vision de cauchemar,

les Hautes Ecoles se vendent doublement aux entreprises privées. Elles le font d'abord en affirmant qu'elles ont pour fonction principale de produire des recherches qui serviront à «l'économie» (on aurait dit autrefois «à la nation», lorsqu'il s'agissait de prendre des revanches sur quelque ennemi héréditaire). Elles le font ensuite en laissant certaines entreprises financer directement les recherches qui les intéressent plus particulièrement, tout en bénéficiant gratuitement de l'infrastructure – administration, locaux, émulation scientifique, etc. – mise à disposition par les pouvoirs publics. Ces accords sont des marchés de dupes, comme les projets pharaoniques du prédécesseur de Martin Vetterli à la tête de l'EPFL l'ont montré, par la suite épinglé par le contrôle fédéral des finances.

Les «besoins du monde de l'entreprise» qui servent de mètre étalon à nos deux dirigeant-e-s s'inscrivent dans une perspective de rentabilité à court terme nuisible à l'ensemble de la société laissant ainsi croire que le développement social, écologique et économique ne peut qu'être subordonné à la croissance des entreprises. Ce n'est pourtant qu'au prix de l'affranchissement de cette logique que des voies alternatives de développement pourront être explorées par la recherche, transmises

par l'enseignement et pourront peut-être se voir adoptées par la société.

Cette myopie par rapport aux incompatibilités logiques entre les buts des entreprises et ceux des Hautes Ecoles empêche également les deux dirigeant-e-s de percevoir l'immense contradiction qu'il y a à valoriser le principe du financement privé de la recherche en le conditionnant à la garantie d'indépendance de la recherche. L'indépendance de la recherche n'est pas seulement la non-ingérence dans la dimension opérationnelle de la recherche, c'est également et surtout la liberté de pouvoir explorer de nouvelles voies. Or le financement privé définit des domaines de recherche et balise ainsi le terrain, corsetant la marge de manœuvre et d'exploration possible des chercheurs. Et cela constitue déjà une absence d'indépendance préoccupante.

Nous sommes quant à nous attachés à la conception d'une Université ouverte et démocratique, héritière souvent infidèle d'une longue tradition d'autonomie envers les pouvoirs du moment. Elle doit être un service public, et c'est d'ailleurs à cette condition expresse que la collectivité envers laquelle nous avons une responsabilité continuera à juger légitime de la financer.

AG du SSP-Hautes Ecoles

Jeudi 18 mai 2017 - 18h30 (partie statutaire), dès 19h ouvert aux non-membres

Maison du Peuple - Salle Jean Jaurès



AG du SSP-Hautes Ecoles

«Financement des Hautes Ecoles, statut des enseignant-e-s chercheur-s/eurs, quelles Hautes Ecoles voulont-nous?»

Jeuudi 18 mai 2017 - 18h30 (partie statutaire), dès 19h ouvert aux non-membres

Maison du Peuple - Salle Jean Jaurès

La question du financement privé des Hautes Ecoles est toujours sur le tapis en Suisse. Elle est demandée par de nombreuses forces politiques, elle ne semble pas déranger outre mesure le SEFRI (le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation), et elle a l'heur de plaire à certaines des instances dirigeantes des Hautes Ecoles, les dernières en date à s'être exprimées sur le sujet étant Nouria Hernandez et Martin Vetterli, respectivement rectrice de l'UNIL et président de l'EPFL (voir page précédente).

Le Syndicat des services publics se bat depuis longtemps contre la privatisation des Hautes Ecoles, et la question du financement est l'un des enjeux majeurs de cette privatisation car il constitue un moyen facile pour la réaliser à petits pas.

Parce qu'il nous paraît indispensable de discuter collectivement de notre conception de la recherche

et de l'éducation supérieure, qui manifestement ne correspond pas à celle qui anime la tête de nos institutions, nous vous invitons à une rencontre jeudi 18 mai à 19h00 à la maison du peuple, salle Jean Jaurès. Ce sera l'occasion de débattre de la situation et des moyens à mettre en oeuvre pour la changer.

La discussion est ouverte à toutes et tous, membres ou non du SSP.



La Loi fédérale sur la réforme de la prévoyance vieillesse 2020 est inacceptable

Elle obligerait les femmes à trimer une année de plus ou, à défaut, à subir une baisse à vie de leur rente AVS.

Ce serait la porte ouverte aux 67 ans pour toutes et tous.

Elle n'apporterait aucune amélioration aux retraités actuels. Au vu de l'explosion des primes maladie et de la hausse de la TVA, cela se traduirait par la baisse de leur revenu.

Elle ne garantirait même pas le maintien du niveau des rentes pour les futurs retraités. La seule certitude, c'est la hausse des cotisations.

Résultat des courses: salariés à la caisse; banques et assurances à la fête.

Signez le référendum

Le SSP-Hautes Ecoles est le groupe du Syndicat suisse des services publics qui réunit le personnel des Hautes Ecoles du canton de Vaud, sans distinction de statut, y compris le personnel de l'Unil. Le SSP regroupe dans tout le pays plus de 35 000 salarié-e-s accomplissant des tâches d'intérêt public (enseignement, administration, santé, social,...). Il est membre de l'Union syndicale suisse.

Je souhaite plus d'informations sur le SSP-Hautes écoles

Je souhaite adhérer au SSP-Hautes écoles

Nom:

Prénom:

Rue et n°:

Localité:

Tél:

Lieu de travail:

à renvoyer à: SSP Région Vaud, case postale 1324, 1001 Lausanne ou à vaud@ssp-vpod.ch